

M. POOLE: Oui, notre groupe l'a dit maintes fois à la Chambre: au moyen de notre crédit national. Ce ne sera pas en instituant sur l'Etat une hypothèque que les enfants encore à naître devront payer. Monsieur le président, je suis l'un des plus jeunes membres de cette Chambre et il me fait peine de voir, depuis trois ans que je siège ici, un gouvernement possédant une majorité énorme, un gouvernement dans lequel le peuple de notre pays a placé sa confiance, s'abstenir de nous offrir une seule idée pratique pour la solution de ce problème. Je défie n'importe lequel des députés ministériels de nous dire quelle est la solution. Le Gouvernement en a-t-il une à offrir? J'ai entendu certaines suggestions à propos de la réduction des impôts; on a parlé de réduire la taxe de consommation. D'un autre côté, disent certains honorables députés, il nous faut équilibrer le budget. On se dirait, ma foi, dans une maison de fous.

M. EVANS: L'honorable député voudra-t-il bien nous dire quelle est la solution qu'il propose?

M. POOLE: Oui, je ne suis que trop heureux d'offrir cette solution au comité. Et nous ne craignons aucun contradicteur intelligent là-dessus. Nous ne résoudrons jamais ce problème tant que nous ne nous servirons pas de notre crédit national. Le problème est d'ordre économique. Je demande une fois de plus au Gouvernement quel est l'objet d'un système économique. En écoutant les discussions en cette Chambre, je me demande pourquoi le Gouvernement ne fait pas ajouter à notre code criminel une disposition prescrivant qu'il sera défendu de mettre sur le marché tout instrument scientifique ou toute invention susceptibles de remplacer la main-d'œuvre.

Depuis des siècles l'homme lutte contre la disette et pour faciliter la tâche humaine, rendre la vie plus facile. En plein vingtième siècle, nous siégeons dans cette enceinte moderne ayant à notre disposition cette gigantesque machine capable d'améliorer la vie et d'accroître la sécurité de chaque homme, femme et enfant de ce vaste dominion; et malgré cela l'indigence est grande dans tout le pays. S'il ne s'agissait que d'une crise passagère, on le comprendrait parfaitement. Si nous manquions d'espace ou si nous n'avions pas de quoi occuper les bras, passe encore. Mais nous avons les ressources nécessaires. Voilà des faits qui nous assaillent. Voilà des faits que même le Gouvernement est forcé d'admettre. Nous avons les ressources naturelles et le besoin existe. Nous pourrions en ce moment lancer un plan qui aboutirait à la construction de 150,000 habitations. Nous avons les matériaux. Nous avons la main-d'œuvre. Le besoin existe. Qu'attendons-nous? Comment un

[M. Evans.]

parlement démocratique peut-il rester ainsi inerte? Comment un parti peut-il promettre quoi que ce soit aux électeurs lorsque nous avons cédé à d'autres l'essentiel pour réaliser ces promesses? Si nous étions en 1742, au siècle de la pénurie, nous comprendrions parfaitement l'attitude du Parlement. A cette époque-là celui qui ne travaillait pas crevait de faim. Mais depuis que la science nous a donné la vapeur, le moteur à combustion et l'électricité, nous avons surmonté le plus grand obstacle au progrès de l'homme, le problème de la pénurie. Mais la politique des gouvernements s'inspire encore de la pénurie, alors que l'abondance est si grande qu'elle embarrasse les administrateurs orthodoxes.

J'ai souvent dit aux honorables députés libéraux et je leur répète ce soir: "Si vous voulez connaître le prix du chômage en ce pays, je vous conseille d'abandonner vos statistiques et vos calculs en dollars et cents, et de rechercher ce qu'il nous coûte en avilissement de la personne humaine." Je souhaiterais à plusieurs honorables députés l'expérience que j'ai eue. Combien d'entre eux ont visité les soupes populaires dans tout le pays? Peut-être ne tiennent-ils pas à les visiter; peut-être parce que leur fils ne s'y trouve pas. Combien ont battu le pavé en quête de travail? Y a-t-il des députés libéraux qui l'aient fait? J'entends rire un honorable député. Qu'il me permette de lui faire observer que le problème ne cédera pas devant les éclats de rires. Je défie le Gouvernement ou l'un de ses membres, quel qu'il soit, de résoudre ce problème sans la réforme monétaire. Si l'honorable député visite les soupes populaires du pays, s'il circule parmi les pauvres,—et qu'il se souvienne que c'est la seule classe qui ne soit pas représentée au Parlement—il reviendra à la Chambre mieux renseigné et les propositions qu'il formulera au Gouvernement seront bien plus pratiques.

Je me suis souvent demandé lequel a tort, le parti libéral ou le mien, mais qu'il s'agisse des pensions aux anciens combattants ou des pensions de vieillesse, de travaux publics à exécuter, de routes ou d'habitations à construire, chacun à la Chambre veut aboutir à des résultats, et le plus étrange c'est que les honorables députés promettent même sur les tréteaux d'exécuter ces choses. Le ministre de la Défense nationale (M. Mackenzie), que je ne vois pas à son siège ce soir, a fait de pareilles promesses au cours de la récente élection complémentaire. Des promesses analogues furent faites en 1935. On déclara à l'époque: "Nous allons construire des habitations". Je me demande si le parti libéral n'attend pas que les élections soient un peu plus proches pour dire au peuple: "Eh bien, nous avons commencé. Ne nous enlevez pas le pouvoir maintenant, car les conservateurs ou l'autre parti que vous